

Le ministre du Commerce extérieur et chef de la délégation du Canada, M. John C. Crosbie, a fait la déclaration suivante le 7 décembre 1990.

Bien que le Canada soit extrêmement déçu que la réunion n'ait pas permis d'en arriver à un dénouement heureux de l'Uruguay Round, nous sommes encouragés par les progrès réalisés dans un certain nombre de dossiers et par le fait que les pourparlers se poursuivront à Genève.

Néanmoins, je dois dire que je trouve très frustrant que nous en soyons encore là après quatre ans d'intenses négociations.

Il faut maintenant évaluer avec calme et lucidité notre position et les avenues qui s'offrent à nous. Il ne faut pas que la rancoeur prenne le dessus et rende encore plus difficiles les progrès à venir.

Parallèlement, il ne faut pas se cacher que l'impasse actuelle est due au manque de volonté politique de s'attaquer comme il se doit au dossier agricole. J'espère que cette interruption des pourparlers nous incitera tous à procéder à un examen de conscience et qu'elle confortera notre détermination à s'attaquer au vif du sujet lorsque des pourparlers reprendront à Genève.

Il est clair que la position de la Communauté européenne cette semaine, dans le dossier de l'agriculture, a rendu toute entente impossible. Je souhaite ardemment que celle-ci profitera de ce court délai pour revoir sa position et que les autres pays participants cesseront d'avoir des attentes démesurées par rapport à ce qui peut être réalisé.

Le Canada et d'autres participants à ces négociations ont dit dès le départ qu'il ne pouvait y avoir d'entente sans accord sur l'agriculture. Ce n'était pas du bluff. La Communauté européenne a refusé de tenir compte des exigences fondamentales du Canada, des autres membres du Groupe de Cairns, des États-Unis et de nombreux pays en développement en ce qui concerne le dossier de l'agriculture, et cela a compromis l'aboutissement des négociations cette semaine.

Le Canada entend participer pleinement aux négociations qui suivront. Nous sommes déterminés à obtenir à Genève le genre de résultats qui nous a échappé à Bruxelles.

Il y a eu des progrès dans un certain nombre de domaines comme les sauvegardes, les subventions, les mesures compensatoires, les mesures antidumping, les textiles et les services. Grâce à la proposition mise de l'avant par le Canada et plusieurs autres pays, le dossier des services financiers a grandement progressé à Bruxelles.